

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
P R É F E C T U R E D U B A S - R H I N

DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et
des Espaces Naturels

A R R E T E P R E F E C T O R A L

autorisant le laboratoire ARMOUR à procéder à la régularisation administrative
des activités exercées à LINGOLSHEIM

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 1er mars 1993 modifié relatif notamment aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la demande formulée par le laboratoire ARMOUR en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à la régularisation administrative des activités exercées 72, rue du Maréchal Foch à LINGOLSHEIM ;
- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 23 octobre 1995 au 23 novembre 1995 inclus à la mairie de LINGOLSHEIM, le dossier d'enquête ayant été retourné en Préfecture le 5 janvier 1996 ;
- VU les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 27 mars 1996 portant prolongation du délai pour statuer sur la demande du laboratoire ARMOUR ;
- VU la délibération du conseil municipal de LINGOLSHEIM ;
- VU l'avis du sous-préfet de STRASBOURG-CAMPAGNE ;
- VU l'avis du directeur départemental de l'équipement ;

.../...

- VU l'avis du directeur des services d'incendie et de secours ;
 - VU l'avis du directeur départemental du travail et de l'emploi ;
 - VU l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
 - VU l'avis du directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
 - VU l'avis du directeur régional de l'environnement ;
 - VU l'avis du directeur de l'agence de l'eau ;
 - VU le rapport du 1er avril 1996 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
 - VU l'avis favorable émis à l'unanimité par les membres du conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 7 mai 1996 ;
- APRES communication au laboratoire ARMOUR du projet d'arrêté ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1 :

Le laboratoire ARMOUR est autorisé à procéder à la régularisation administrative des activités exercées à LINGOLSHEIM.

.../...

I - GENERALITES

Article 2- CHAMP D'APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront aux installations exploitées par le Laboratoire ARMOUR (siège social : 20, avenue Raymond Aron 92160 ANTONY) au 72, rue du Maréchal Foch à 67380 LINGOLSHEIM.

La présente autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant des fluides ni inflammables, ni toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW.	2920-2*-a	A	réfrigération 1052 compression d'air 85	kW kW
Dépôt de liquides inflammables : - alcool éthylique - fuel-oil domestique	253	D	45 15	m ³ m ³
Fabrication et division en vue de la préparation de médicaments à usage humain, l'effectif étant inférieur ou égal à 475 personnes.	273bis-2*	D	109	employés

Article 3 :

Les dispositions des récépissés de déclaration n° 11-365 du 10 décembre 1975 et 11-415 du 24 février 1976 délivrés au Centre de Transfusion Sanguine de STRASBOURG sont abrogées.

Article 4 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNES TECHNIQUES

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 15 juillet 1995 en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Article 5 - MISE EN SERVICE

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 7 - MODIFICATION - EXTENSION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Article 8 - ABANDON DE L'EXPLOITATION

Si l'exploitant cesse l'activité au titre de laquelle il est autorisé, celui-ci devra en informer le Préfet dans le mois qui précède cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34.1. du décret du 21 septembre 1977).

II - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations, visées au chapitre I - article 2 ci-dessus, seront installées et exploitées conformément aux dispositions suivantes, et en particulier à celles de l'arrêté ministériel du 1er mars 1993.

A - PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 9 - AIR

Les effluents gazeux seront rejetés par des cheminées dont le nombre et les caractéristiques respecteront les conditions suivantes :

Nature de l'installation	Hauteur de la cheminée (m)	Diamètre au débouché (m)
Chaufferie bâtiment production	7,65	1,95
Chaufferie bâtiment administratif	16	0,5

La concentration en poussières des gaz de combustion ne doit pas dépasser en marche normale le taux correspondant à 0,17 gramme par kilowattheure de combustible consommé au foyer.

Ces teneurs ne doivent pas être dépassées pendant une durée supérieure à 200 heures par an.

En aucun cas la concentration en poussières des gaz de combustion ne doit dépasser le taux correspondant à 0,43 gramme par kilowattheure de combustible consommé au foyer.

Article 10 : ODEURS

Les effluents gazeux odorants seront captés à leur source et canalisés au maximum.

Article 11 : DECHETS

L'exploitant élimine ou fait éliminer ses déchets dans des conditions propres à garantir la protection de l'environnement et, en tout état de cause, dans des installations autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, ou de législations particulières s'appliquant à certains types de déchets. Il veille à ce que le procédé et la filière mise en oeuvre soient adaptés à ses déchets ou résidus. Il doit être en mesure de le justifier à tout instant auprès de l'Inspection des installations classées et, à ce titre, obtenir et archiver tout justificatif, document nécessaire, notamment dans le cadre de l'arrêté ministériel du 5 janvier 1985.

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure, lors du chargement, que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

L'exploitant communique au transporteur toutes les informations qui sont nécessaires à ce dernier et fixe, le cas échéant, le cahier des charges de l'opération de transport (itinéraire, fret complémentaire...).

L'exploitant s'assure, en fonction de la nature de ses déchets et de l'évolution de leur composition, que les filières de traitement retenues sont adaptées à une bonne élimination. L'exploitant définit, le cas échéant, le cahier des charges spécifique à l'élimination de certains de ses déchets, en liaison avec l'éliminateur.

Les déchets solides, résultant de l'exploitation normale des installations, seront limités aux quantités suivantes :

- déchets biologiques : 100 tonnes/an.

L'alcool éthylique usagé (200 m³/an) sera régénéré par une entreprise extérieure autorisée à cet effet.

Les huiles usagées seront éliminées conformément à l'arrêté et au décret du 21 novembre 1979 modifiés portant réglementation sur la récupération des huiles usagées.

Article 12 : EAU

12.1. Prélèvements et consommation

Le débit maximal prélevé dans la nappe, pour la réfrigération, ne dépassera pas 150 m³/h.

L'eau utilisée à des fins industrielles, autres que la réfrigération, proviendra du réseau d'adduction d'eau potable.

Le débit maximal prélevé sera de 400 m³/j.

Le raccordement sur le réseau public sera équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.

12.2. Prévention des pollutions accidentelles

Un bassin de 70 m³ pourra recueillir les eaux pluviales collectées dans les zones sensibles (toitures, voies de circulation...).

12.3. Rejets

Les rejets des eaux résiduares dans la station d'épuration collective de la Communauté urbaine de STRASBOURG devront satisfaire aux conditions fixées par la convention de déversement obligatoirement établie entre l'industriel et la collectivité.

En particulier, les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépasseront pas les valeurs suivantes :

- débit maximal pendant une période de 24 heures consécutives : 400 m³,
- pH compris entre 5,5 et 9,5,
- concentration maximale sur eaux brutes (non décantées).

Paramètres	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)
DCO	2000
DBO 5	800
MEST	600
Azote global (exprimé en N)	150
Phosphore total (exprimé en P)	50

12.4. Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement seront réinjectées dans la nappe.

Article 13 – BRUIT ET VIBRATIONS

Les niveaux limites de bruit ne devront pas dépasser en limite de l'installation les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période							
Horaires	6h00	6h30	7h00	20h00	21h30	22h00	6h00
Emergence	≤ 3 dB(A)		≤ 5 dB(A)			≤ 3 dB(A)	
Niveau sonore limite admissible	55		60	55		50	

Le dimanches et jours fériés, en période diurne (6h30 – 21h30) les niveaux limites seront de 55 dB (A) et l'émergence sera inférieure égale à 3 dB (A).

En outre, les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

B - CONTROLE DES REJETS

Article 14 - AIR

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse.

Les installations de combustion feront l'objet d'un contrôle, par un expert agréé, au moins une fois tous les deux ans, dans les formes prévues par le titre III de l'arrêté du 5 juillet 1977 relatif aux visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.

Article 15 - EAU

L'exploitant réalisera, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Situation du rejet	Paramètres	Fréquence	Point de prélèvement
Rejet vers réseau	Débit	en continu	Sortie de l'établissement
	pH	en continu	
	DCO	journalier	
	DBO	hebdomadaire	
	Phosphore total	journalier	

L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées un bilan du fonctionnement de la station d'épuration collective et des rejets dans le milieu récepteur.

L'inspection des installations classées et la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement pourront procéder de façon inopinée, à des prélèvements dans les rejets et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant.

Article 16 - DECHETS

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent et relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985, relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Article 17 - BRUIT

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

C - SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 18 - SURVEILLANCE DES FORAGES

L'exploitant procèdera selon une fréquence annuelle aux contrôles suivants :

- recherche des bactéries sulfato-réductrices et ferrugineuses et des algues,
- teneurs en sulfates.

Des mesures de niveau d'eau et de débit seront également réalisées pour apprécier toute dérive dans le rendement.

D - TRANSMISSION DES RESULTATS

Article 19 - MODALITES

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, le récapitulatif des différents contrôles prévus précédemment dans son établissement, dans le cadre de l'autosurveillance.

De plus, il adressera les résultats des contrôles des rejets d'eau à la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement.

Les résultats de tous ces contrôles seront commentés, en particulier les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre pour y remédier.

E - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SECURITE

Article 20 - DISPOSITIONS GENERALES

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement sera assurée soit par un gardiennage soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

Article 21 – DEFINITION DES ZONES DE DANGERS

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones à risque d'incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones à risque d'explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

Article 22 – CONCEPTION GENERALE DE L'INSTALLATION

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

En particulier, les mesures suivantes seront retenues :

22.1. Règles de construction

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare flamme...) adaptées aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande seront reportés près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.

22.2. Règles d'aménagement

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixera les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante seront aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre (conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre).

22.3. Règles d'exploitation et consignes

Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications devront être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires seront clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tiendra à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes.

Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles seront interdits, hormis après délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques, auront des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comporteront la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien ;
- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ; en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 23 - SECURITE INCENDIE

23.1. Détection et alarme

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un incendie.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde...), ou à l'extérieur (société de gardiennage...).

23.2. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier :

- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;
- d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;
- d'une réserve de sable meuble et sec et de pelles.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) seront bien repérés et facilement accessibles.

23.3. Plan d'intervention

L'exploitant établira un plan d'intervention interne précisant notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours... .

III - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Article 24 - FABRICATION DE MEDICAMENTS A USAGE HUMAIN

24.1. Construction et aménagement

Les locaux où seront effectuées les opérations de fabrication et de division seront regroupés en zones de sécurité délimitées par des éléments de construction qui devront présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- parois coupe feu de degré 1 h, exception faite des parois vitrées donnant vers l'extérieur et distantes de plus de 8 m des constructions voisines ;
- couverture en matériaux de catégorie MO ou M1 ou de classe T30 indice 1, ou plancher haut coupe-feu de degré 1 h ;
- portes pare-flammes 1/2 h isolant le magasin.

En outre, les planchers intermédiaires séparant des étages inclus dans une même zone de sécurité auront une stabilité au feu d'une demi-heure.

Les matériaux utilisés à l'intérieur des zones de sécurité seront choisis de manière à limiter la propagation et l'alimentation du feu. L'usage de matériaux classés en catégorie M4 est interdit.

A l'intérieur des locaux de fabrication seront seules autorisées les installations électriques nécessaires à l'exploitation des ateliers.

Les ateliers bénéficieront d'une ventilation permettant d'assurer un renouvellement d'air suffisant de façon à éviter la concentration dangereuse de vapeurs toxiques ou inflammables.

24.2. Règles d'exploitation

La quantité de matières premières, de produits semi-finis, d'éléments de conditionnement et de médicaments présente dans les locaux de fabrication devra être aussi limitée que possible.

Les matières premières, produits semi-finis et médicaments devront être stockés dans des locaux spécialement aménagés à cet effet.

Les locaux de fabrication et de stockage devront être maintenus en parfait état de propreté. Des instructions relatives à leur entretien devront être données par écrit.

Le nettoyage à l'eau de l'ensemble du matériel de fabrication, ainsi que du sol des ateliers ne devra être effectué qu'après une récupération aussi poussée que possible des produits présents dans les appareils ou répandus accidentellement.

Les produits ainsi collectés devront être soit recyclés, soit éliminés conformément aux dispositions de l'article 11.

En outre, le matériel devra être vérifié périodiquement pour s'assurer de son bon fonctionnement.

A tout moment au cours de la fabrication, le nom du produit, le stade de fabrication, le numéro de lot et, le cas échéant, la forme pharmaceutique devront pouvoir être connus sans la moindre ambiguïté au moyen de marquages ou d'étiquettes apposés sur le matériel et les réipients.

Des procédures relatives aux opérations de fabrication devront être établies pour chaque médicament. Leur application s'exercera sous le contrôle de personnes habilitées.

Article 25 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Les installations de combustion devront être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 modifié relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté interministériel du 12 juillet 1990 portant création d'une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques dans l'agglomération strasbourgeoise.

Article 26 - INSTALLATIONS DE REFRIGERATION ET DE COMPRESSION D'AIR

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières polluantes vers les égouts ou les milieux naturels.

Les installations seront construites et entretenues conformément à la réglementation des appareils à pression, en particulier les canalisations en fonction de leurs caractéristiques seront soumises à l'arrêté du 15 janvier 1962 réglementant les canalisations d'usine.

26.1. Prescriptions particulières applicables aux installations de réfrigération

Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés seront disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

La ventilation sera assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique.

Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

Article 27 - DEPOT DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Sous cette dénomination sont visés le dépôt de 15 m3 de fuel-oil domestique et le dépôt de 45 m3 d'alcool éthylique.

Ces dépôts seront conformes à l'instruction du 17 avril 1975 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

La couverture de la fosse du dépôt d'alcool devra être coupe-feu de degré 2 heures.

Article 28 - FORAGES

Le doublet de forages de prélèvements et de rejet d'eau dans la nappe sera réalisé conformément à l'étude du BRGM remise le 23 janvier 1991.

Le débit de pompage sera régulé en fonction des besoins de refroidissement de l'usine.

Pour éviter tout risque de pollution de l'eau rejetée dans la nappe, les circuits d'eau de forage et de fluide frigorigène ne seront pas en contact direct. Le refroidissement se fera par l'intermédiaire d'un circuit d'eau secondaire.

Article 29 :

Le permissionnaire devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

Article 30 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai de un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 31 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de LINGOLSHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

.../...

Article 32 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 33 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 34 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le maire de LINGOLSHEIM,
les inspecteurs des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée au laboratoire ARMOUR.

Strasbourg, le

11 JUIL. 1996

POUR AMPLIATION
P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
P. Le Chef de Bureau



Corinne BOLTZONG



LE PREFET
POUR LE PREFET
le secrétaire général



Pierre GUINOT-DELERY

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663
du 19 juillet 1976 relative aux
installations classées pour la
protection de l'environnement).
La présente décision ne peut être
déférée qu'au tribunal administratif.
Le délai de recours est de deux mois
pour le demandeur ou l'exploitant.
Le délai commence à courir du jour
où la présente décision a été notifiée.